

# Progrès ?

<https://www.cairn.info/revue-raison-presente-2015-2-page-19.htm> **Union rationaliste**

**Hélène Langevin-Joliot. Progrès scientifique et progrès : pour sortir de la confusion. 2015.**

[Extraits]

## **QU'EST CE QUE LE PROGRÈS ?**

La notion suscite d'infinies interrogations sur sa signification réelle. On ne dira pas que c'est une marche vers un paradis spirituel et non plus vers un paradis à construire sur terre. On ne dira pas que le progrès se mesure à l'augmentation du PIB dans telle ou telle société. Il serait commode de se mettre d'accord sur la manière de le mesurer. Nous devons nous contenter de repères assez vagues, la notion de progrès est suffisamment large pour que chacun avance pêle-mêle ses critères : une plus grande satisfaction des désirs de chacun ? La quantité et la variété de nouveaux produits à notre disposition ? La possibilité de rester en bonne santé et de vivre plus longtemps ? La plus grande liberté de se construire une vie intéressante dans une société heureuse ? Chacun de ces points, et il y en a bien d'autres, prête à discussion. D'un point de vue un peu plus général, je dirais que le progrès apprécié au niveau individuel est indissociable du progrès social, celui de la société toute entière. Le progrès nous projette vers le moyen et le long terme. La connaissance par elle-même et la compréhension du monde apportée par la science sont émancipatrices et facteurs de progrès.

Un certain désamour du progrès, entraînant avec lui la raison et la science, à contre-courant des Lumières, marquerait aujourd'hui la société française. Les Français s'interrogent, certes, sur le progrès, mais je pense qu'ils ont surtout des raisons d'ordres divers à avoir du mal à y croire. Certaines d'entre elles sont on ne peut plus concrètes, ce que traduit une expression qui a fait son apparition dans les années récentes : « Nos enfants vivront moins bien que nous ». [...]

## **ABORDER AUTREMENT LES DÉBATS SCIENCES-SOCIÉTÉS**

Il faut s'interroger sur le bilan décevant des débats organisés depuis une trentaine d'années pour donner la parole à la société sur les questions de choix technologiques. Pour les uns, le débat tourne en rond, pour les autres il n'y a pas eu débat. On peut remarquer que les thèmes abordés sont souvent très ciblés, sur la gestion des déchets nucléaires par exemple, ou au contraire immensément larges, comme sur les nanotechnologies, et que les questions de risques focalisent trop exclusivement l'attention. Les débats ne s'organisent pas autour d'un objectif souhaité pour comparer les avantages et inconvénients de tous ordres des technologies qui peuvent contribuer à l'atteindre. Est-ce la seule raison de leur échec ? Le Grenelle de l'environnement de 2007 a inauguré une nouvelle approche en substituant au débat une « négociation » autour des choix à effectuer. Les associations de défense de l'environnement y sont représentées à côté des groupes représentant l'État, les collectivités territoriales, les organisations patronales, les organisations salariales et, depuis 2012, du sixième groupe pour le parlement. La discussion ne vise plus à impliquer directement des citoyens, mais des associations qui se sont institutionnalisées. Elle implique des scientifiques sélectionnés par les différents groupes, une situation qui ne facilite pas une séparation claire entre les questions d'ordre scientifique ou technique, d'une part, et les questions d'ordre économiques et sociales, d'autre part. Seuls les scientifiques des domaines concernés, dans une configuration la plus large possible, peuvent être crédibles pour établir un état des lieux des questions scientifiques ou techniques. C'est ce qui a été fait pour le climat avec le GIEC. D'autres sont mieux placés pour le faire sur les questions économiques et sociales : de tels « états des lieux » devraient pouvoir être établis par consensus, sans préjuger des conclusions à en tirer. Un débat démocratique, certes difficile mais constructif, pourrait alors s'engager sur des bases qui ne soient pas constamment remises en cause dans le désordre d'une discussion globale. L'Union Rationaliste propose depuis longtemps d'articuler, sans les confondre, des débats scientifiques et des débats démocratiques. Chacun sait que nous sommes confrontés à des défis planétaires. Le mode de développement des sociétés occidentales, qui tend à s'imposer partout dans un monde de bientôt neuf milliards d'hommes, doit absolument être repensé. Si cette conclusion est assez largement partagée, au moins superficiellement, ce n'est pas le cas des solutions envisageables à différents niveaux pour y faire face. On le voit pour la question majeure du réchauffement climatique. Les solutions relèvent de tous les registres : celui de l'économie, celui des comportements et bien sûr celui de la science. Ce dernier domaine est crucial par rapport à l'issue. On ne saurait se reposer sur la conviction que « la technique » résoudra tous les problèmes, ni tenter de freiner le progrès scientifique, en somme en venir à enchaîner « le Prométhée de la science ». Les intérêts et les aspirations des différentes sociétés, avec leur stade différent de développement doivent trouver leur compte solidairement dans les solutions à retenir, sauf à accepter régressions et affrontements. C'est une condition pour que s'ouvre une nouvelle période de progrès.